

# L'économiste

Le Journal des décideurs

du Bénin

**AGI**  
AFRICAIN DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

**SOCIETE DE BOURSE**

Immeuble de l'Africaine des Assurances  
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou  
contact@agi-agi.com  
+229 21 31 87 33  
+229 21 31 60 65

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

## Bourse Uemoa

### La BRVM ouvre en baisse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

## Déficit en électricité

### Et si l'Afrique optait pour le nucléaire ?

Face aux problèmes récurrents d'électricité qui durent depuis a période des indépendances et qui continuent de plonger des maisons, des usines, de petites et moyennes entreprises, et des villes et villages ... • (Page 04)

## Accroissement des recettes fiscales

### Le 4<sup>ème</sup> dialogue politique du FAFOA ouvert à Cotonou

Le 4<sup>e</sup> Dialogue Politique de Haut Niveau (HLPD) du Forum des Administrations Fiscales Ouest Africaine ... • (Page 04)



## 3<sup>ème</sup> rencontre entre la Direction Nationale de la BCEAO pour le Bénin et l'APBEF • (Page 03)

# Le projet d'interopérabilité des services financiers numériques présenté



• Le Président de l'APBEF, Lazare NOULEKOU

• Le DN/BCEAO Bénin, Emmanuel ASSILAMEHO

## Projets d'infrastructures au Bénin • (Page 02)

# La BOAD en mission de suivi des travaux de la cité de Ouèdo et de la GDIZ

## Secteur du bois au Bénin

### L'ONAB devient Sonab SA

Le Conseil des ministres de ce mercredi 21 septembre 2022 sous la houlette du président de la République a adopté plusieurs décisions dont la transformation de l'Office ... • (Page 10)

## 132<sup>ème</sup> CA de la BOAD

### 10 projets, nouveaux engagements de 349,5 milliards FCFA

Le Conseil d'Administration de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) ... • (Page 11)

## Hydrocarbures au Bénin

### JNP S.A met sur le marché des lubrifiants adaptés aux motos

La société de distribution des hydrocarbures au Bénin, « JNP S.A » a mis sur le marché des lubrifiants adaptés aux véhicules à deux ou trois roues et très bénéfiques ... • (Page 12)

## BIODEV2030

### Restitution des résultats contre l'érosion de la biodiversité par l'ONG Eco-Bénin et l'UICN

L'ONG Eco-Bénin en collaboration avec l'Union Internationale pour la Conservation de la nature (UICN) a organisé ... • (Page 11)

Gratuit.  
Facile. Sécurisé.  
La banque mobile  
au bout des doigts.

Quel que soit votre téléphone !

\*Service disponible pour les abonnés MTN et Moov Africa

# \*826#



**Ecobank**  
La Banque Panafricaine

ecobank.com



## Projets d'infrastructures au Bénin

### La BOAD en mission de suivi des travaux de la cité de Ouèdo et de la GDIZ

Au lendemain de la 132<sup>ème</sup> session du Conseil d'administration tenue à Cotonou, les administrateurs de la BOAD sous la conduite du Président Serge Ekué, se sont rendus sur le site des logements sociaux de Ouèdo, financés par la banque de développement à hauteur de 40 milliards FCFA pour la viabilisation primaire.



• La délégation de la BOAD sur le site de Ouèdo

#### • Sylvestre TCHOMAKOU

Déroulée en présence des différentes entreprises intervenant dans la réalisation de ce projet qui est la première du genre dans la sous-région, cette rencontre a été l'occasion pour les administrateurs de la BOAD de constater de visu les réalisations et de s'enquérir des perspectives. A en croire les responsables de la Société Immobilière et d'Aménagement Urbain (SIUAU), représentant de l'Etat dans la zone, le taux d'exécution du lot financé par la BOAD est de 51%, avec un total de 1700 employés actifs; sur un total de 3500 employés pour toute la zone. Portant la voix du « Groupe Koffi & Diabaté », maître d'œuvre de la cité de Ouèdo, Hanielle Koudéssi, a expliqué à la délégation qu'en dehors de la viabilisation primaire qui est actuellement terminée, 3011 logements sont déjà réalisés sur les 3035 financés par la BOAD. Quant aux infrastructures connexes (école, centre de santé, aires de jeu, électricité, eau) censées permettre à la zone de devenir une ville nouvelle, et aussi une éco-cité, d'après les exécutants, elles seront réalisées avant la livraison du chantier. Impressionné par le niveau d'évolution des travaux, la délégation n'a pas manqué d'adresser ses encouragements aux différentes entreprises en activité pour concrétiser ce projet.

#### La GDIZ, pas du reste...

Unique en son genre de par les avantages et facilités qu'elle offre aux investisseurs, la Zone industrielle

de Glo-Djigbé a été le point de chute de la visite de la délégation de la banque. L'occasion a donc été pour ces décideurs d'en apprendre sur la genèse du projet, la vision, les réalisations, les défis et les perspectives. Un exposé et une visite conduite par le Directeur général de l'Agence de Promotion des Investissements et des Exportations (APIEX), Laurent Gangbès. Séduit par l'envergure du projet, le Représentant de la Banque africaine de développement (BAD) au sein du Conseil d'administration de la BOAD, Jean Philippe Prosper a indiqué que « le plus important pour la BOAD, c'est l'impact sur l'environnement, la communauté, les jeunes et les femmes. Nous avons été très impressionnés. On parle d'industrie textile et le plus important ici c'est la formation des jeunes. C'est quand-même tout un programme complet. C'est un

programme bien pensé, totalement intégré ». Pour sa part, le DG APIEX, Laurent Gangbès a rappelé l'intérêt de cette visite. « La BOAD est un partenaire très important pour nous dans le cadre du développement de la Zone économique spéciale de Glo-Djigbé. Important en ce qui concerne tous les projets qui sont au sein de la zone. Le fait de montrer à la BOAD ce qui se fait de manière concrète avec ce centre de formation aux métiers du textile qui est un avant-garde de ce qui va se passer au niveau des industries textiles va permettre à la BOAD de se rassurer quant à la viabilité et la performance recherchée au sein de cette zone économique spéciale », va-t-il expliquer. Au terme de ces deux visites, la délégation de la BOAD repart satisfaite du sérieux du Bénin dans la mise en œuvre des projets conclus dans les divers secteurs de collaboration.



• Visite du centre de formation aux métiers du textile de la GDIZ



• Photo de famille de l'équipe de la BOAD et de la GDIZ

## AUX DECIDEURS...

### Jubilé d'étain et de maturité !

Le Quotidien L'économiste du Bénin célèbre son jubilé d'étain en cette année. L'organe spécialisé dans la publication des informations économiques, financières et boursières accède désormais à l'adolescence, si sa vie était comparable à celle d'un être humain. La première décennie dans la vie d'une entreprise correspond à la phase de l'incertitude, des hésitations, mais aussi de la foi. Dix ans après, les facteurs essentiels à la construction et à la survie d'une entreprise sont connus et maîtrisés pour laisser éclore des perspectives plus ambitieuses et plus dynamiques.

L'adolescence comprise entre 10 ans et 20 ans est une période de croissance qui met fin à l'enfance. C'est la période de l'affirmation de soi. Dans la vie d'une entreprise, la deuxième décennie est celle de l'affirmation de la marque. Elle appelle à plus d'engagement, de courage et d'abnégation.

Le jubilé d'étain, au-delà de son caractère festif, offre l'occasion de jeter un regard rétrospectif sur le chemin parcouru et d'envisager l'avenir avec plus de détermination, de persévérance et de foi. C'est à l'aune de ces considérations que le journal peut enchaîner encore plus de succès qui pourront être contés à l'occasion du jubilé de porcelaine, du jubilé d'argent, du jubilé d'or, du jubilé de diamant...

En attendant la célébration future de ces années jubilaires, les acteurs des médias et les consommateurs des produits de la presse sont unanimes que L'économiste du Bénin a fait du chemin et que le bilan en dix ans est satisfaisant. Aux antipodes de l'adolescence encore caractérisée par des agitations stériles dues à la puberté, la nouvelle décennie de L'économiste du Bénin est celle de la maturité. « Le forum de l'économiste » qui est l'une des activités inscrites au programme des activités traduit indubitablement les ambitions d'un journal enclin à la perfection et à l'innovation.

Point de doute, les ambitions de Léonard Dossou, le promoteur du journal sont bien connues. C'est d'abord de préserver les acquis en maintenant le pari de la parution régulière dans un espace médiatique béninois qui s'atrophie. Car, très peu de quotidiens aujourd'hui paraissent 5 jours/5. C'est de toujours veiller à ce que le contenu informationnel soit dense et alléchant. Mais en plus c'est de poursuivre l'extension du journal dans l'espace de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA). Ces défis de l'heure, sont bien à la portée du journal qui en 10 ans s'est illustré agréablement sur le continent. En 10 Ans d'existence, L'économiste du Bénin a été remarqué sur le plan national et international. A titre illustratif, on peut citer : Lauréat au PME Awards du Salon d'Affaires et de partage des Banques et PME de l'UEMOA, en novembre 2020 ; dans la catégorie « Manager PME » ; la distinction en novembre 2021 du Directeur Général, Léonard DOSSOU parmi les personnalités ayant transformé l'économie africaine par Financial Afrik Awards. L'élection du Directeur Général comme Coordonnateur de la Plateforme des Médias de l'UEMOA en 2021.

En 10 ans d'existence, le journal a bâti son ancrage institutionnel pour avoir une audience au sein des institutions étatiques du Bénin, des Agences du Système des Nations-Unies, des représentations diplomatiques et consulaires accréditées au Bénin. Le journal entretient d'excellentes relations de collaboration avec des organisations régionales et sous-régionales ainsi que leurs structures techniques déconcentrées telles que l'UEMOA, la CEDEAO, la BCEAO, la BOAD, la BAD. Beaucoup d'autres structures régionales telles que BRVM, FAPEF, FAGACE, CREPMF coopèrent avec L'économiste du Bénin, de même que les institutions de Brettons Woods : FMI et Banque Mondiale. L'économiste du Bénin collabore aussi avec les assurances, les Banques, les partenaires sociaux, le Patronat et plusieurs autres structures publiques, parapubliques ou privées dont les activités concourent au développement et au bien-être des populations.

C'est donc fort de ce capital de confiance que L'économiste du Bénin aborde la nouvelle décennie de sa maturité qui augure encore des lendemains meilleurs pour une lecture de L'économiste en support papier et en version électronique.

Jean-Claude KOUAGOU

## Eco secret

### Nigeria : le projet de nouvelle taxe sur les télécommunications mis en stand-by

Le gouvernement fédéral nigérian a décidé de suspendre la mise en œuvre d'une nouvelle taxe sur les télécommunications destinée à aider à réduire le déficit budgétaire du pays, selon le ministre des Communications et de l'Économie numérique, Isa Pantami. Isa Pantami a déclaré, lors de la réunion inaugurale du Comité présidentiel sur les droits d'accise pour le secteur de l'économie numérique lundi 5 septembre à Abuja, que la décision avait été suspendue en raison des « multiples » taxes qui pèsent déjà sur le secteur des télécommunications.



3<sup>ème</sup> rencontre entre la Direction Nationale de la BCEAO pour le Bénin et l'APBEF

# Le projet d'interopérabilité des services financiers numériques présenté

La troisième rencontre de concertation entre la Direction Nationale de la BCEAO pour le Bénin et l'Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers (APBEF) du Bénin au titre de l'année 2022, s'est tenue ce mercredi 21 septembre 2022 dans les locaux de l'Agence Principale de la BCEAO à Cotonou. A cette occasion, les récentes évolutions de l'activité économique dans l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) et les enjeux du projet d'interopérabilité des services financiers numériques ont été présentés aux participants. Un point de presse a été animé à l'issue de cette réunion, par le Directeur National et le Président de l'APBEF.

● Abdul Wahab ADO

Face aux professionnels des médias, le Directeur National pour le Bénin de la BCEAO, Emmanuel ASSILAMEHOO a expliqué que « cette troisième réunion au titre de l'année 2022, s'inscrit dans le cadre des échanges périodiques entre nos deux institutions. Elle intervient dans un contexte particulier, marqué par la persistance des tensions inflationnistes ainsi que par les risques entourant les prévisions de croissance ». Le DN de la BCEAO pour le Bénin a abordé avec les journalistes « les conséquences de l'enlisement du conflit armé entre la Russie et l'Ukraine et les difficultés liées à l'approvisionnement en carburant, gaz et électricité et en certains produits vivriers comme le blé, qui en ont découlé, ont exacerbé les tensions inflationnistes dans le monde et constituent un risque de récession économique pour de nombreux pays. Au sein de l'UEMOA, le taux d'inflation est ressorti, en glissement annuel, à 7,5% à fin juin 2022 ».

Le Directeur National pour le Bénin de la BCEAO a indiqué que dans un tel contexte, « il est important que le système bancaire soit solide et accompagne les agents économiques, notamment le maillon qui représente la part



● Le Directeur National pour le Bénin de la BCEAO, Emmanuel ASSILAMEHOO et le Président de l'APBEF, Lazare NOULEKOU

plus importante du tissu industriel dans les pays de l'Union, à savoir les PME/PMI. Cet appui passe par la mise en place de conditions de financement adéquates auprès du système financier et principalement bancaire. Dans le but d'identifier les leviers d'actions pouvant contribuer à atteindre cet objectif dans l'Union et au Bénin en particulier, l'assise de ce jour a été l'occasion d'analyser l'évolution désagrégée des taux d'intérêt débiteurs appliqués aux crédits accordés à la clientèle des banques au Bénin, selon l'objet et le type de bénéficiaires ».

## Les enjeux du «projet d'interopérabilité des services financiers

## numériques dans l'UEMOA »

Assisté par le Président de l'APBEF, Lazare NOULEKOU, le DN de la BCEAO pour le Bénin a présenté les enjeux du « projet d'interopérabilité des services financiers numériques dans l'UEMOA ». Ce projet, explique-t-il, « consiste à mettre en place une infrastructure de paiement permettant les échanges de « compte à compte » quels que soient le type de compte (bancaire, non bancaire), l'instrument, le service et les canaux de paiement utilisés, et incluant toutes les institutions financières. A travers cette communication faite par la Banque Centrale, les Directeurs Généraux ont pu

s'approprier les différentes implications de cette réforme, dont le déploiement est envisagé dès 2023, au sein de leurs établissements respectifs. Ce projet majeur vise à atteindre les objectifs ci-après : contribuer à l'inclusion financière et à l'utilisation massive des services financiers numériques ; faire participer toutes les institutions financières au système de paiement régional ; réduire les coûts des transactions pour les clients ; améliorer les flux financiers entre agents économiques ; diversifier l'offre de services de paiements instantanés ».

La troisième rencontre de concertation entre la Direction Nationale de la

BCEAO pour le Bénin a permis de sensibiliser les Directeurs Généraux sur la Circulaire n°003-2020/CB/C relative aux conditions et modalités d'application du régime de résolution des crises bancaires dans l'UEMOA. Cet exposé a permis de sensibiliser les Directeurs Généraux de banque sur l'articulation de ce dispositif et les dispositions à prendre par les banques.

## L'objet du relèvement des taux directeurs de la BCEAO

Le dernier point abordé est que les Directeurs Généraux ont été informés des motivations à la base des dernières décisions du Comité de Politique Monétaire, prises à l'issue de sa session ordinaire tenue le 14 septembre 2022 à Dakar au Siège de la BCEAO. En particulier, le Comité a noté que la persistance de la déviation de l'inflation par rapport à sa zone cible, comprise entre 1% et 3%, fait peser des risques sur l'ancrage des anticipations d'inflation dans l'Union et pourrait entraîner des effets de second tour. Il a donc décidé de relever de 25 points de base les taux directeurs de la BCEAO (à la suite d'une première hausse équivalente, intervenue en juin 2022), afin de favoriser le retour progressif de l'inflation dans la zone cible.

Ainsi, le taux d'intérêt minimum de soumission aux appels d'offres d'injection de liquidité est passé de 2,25% à 2,50% et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal est porté de 4,25% à 4,50% à compter du 16 septembre 2022. Il faut préciser que le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union reste inchangé à 3,0%. Il convient de faire observer qu'en dépit de ces augmentations, les taux directeurs de la BCEAO, en vigueur dans l'Union, demeurent assez accommodants et ressortent les plus faibles observés en Afrique. L'objectif de cette orientation de la politique monétaire est avant tout, de ramener l'évolution des prix dans les normes communautaires à travers un léger coup de frein à certaines composantes de la demande globale. Elle vise également à donner un signal pour une meilleure articulation de la politique monétaire et des politiques budgétaires. Par ailleurs, la rencontre a été l'occasion pour la Banque Centrale, de recevoir des préoccupations spécifiques de la profession bancaire et des contraintes auxquelles font face les acteurs financiers au Bénin. Les questions des journalistes suivies des réponses du DN de la BCEAO et du Président de l'APBEF sont venues mettre un terme au point de presse.

## Baromètres Bénin

Référentiel			Référentiel		
Données Démographiques	Valeur	Sources	Economie	Valeur	Sources
Population	11,49 millions d'habitants	Statistiques mondiales (2018)	Taux d'accroissement naturel	2,78%	Statistiques mondiales (2015)
Densité de la population	100,17 habitants/Km <sup>2</sup>	Statistiques mondiales (2018)	Taux de mortalité infantile	55,68%	Statistiques mondiales (2015)
Population de moins de 15 ans	45%	FMI (2014)	Taux d'alphabétisation	52,55%	Statistiques mondiales (2015)
Espérance de vie à la naissance	61,47 ans	Statistiques mondiales (2015)	Référentiel		
Taux d'urbanisation	44%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insae), 2015	Croissance économique	6,7	BAD 2020
Population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour	36%	Statistiques mondiales (2016)	Pib par habitant	2415 \$	2018
Age médian femme	18,3 ans	Statistiques mondiales (2015)	Taux d'inflation	-1,1%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insae), 2019
Age médian homme	17,5 ans	Statistiques mondiales (2015)	Taux de croissance annuel du PIB	7,2 %	juin 2019
Indice de fécondité	4,9 enfants par femme	FMI (2014)	Compte courant / PIB (%)	-10,8	Décembre 2017
Taux de natalité	36,40 o/∞	Statistiques mondiales (2018)	Taux de chômage	2,1%	Statistiques mondiales (2019)
Taux de mortalité	8,21%	Statistiques mondiales (2015)	Ratio de la dette publique au PIB (%)	26,2%	Décembre 2018
			Balance commerciale	-165 milliards de francs CFA	Statistiques mondiales (2019)



## Déficit en électricité

## Et si l'Afrique optait pour le nucléaire ?

Face aux problèmes récurrents d'électricité qui durent depuis a période des indépendances et qui continuent de plonger des maisons, des usines, de petites et moyennes entreprises, et des villes et villages entiers dans le noir, les dirigeants africains sont dépassés et semblent être à court d'idées. Et s'ils avaient misé sur l'énergie nucléaire ?

● Issa SIKITI DA SILVA

L'énergie nucléaire peut jouer un rôle clé dans la lutte contre la pauvreté énergétique en Afrique tout en atténuant le changement climatique et en aidant à résoudre la triple menace de la pauvreté, des inégalités et du chômage », rappelle Princy Mthombeni, fondatrice de la chaîne YouTube « Africa4Nuclear », sur le site World Nuclear News. Malheureusement, déplore cette pionnière inconditionnelle sud-africaine de la technologie nucléaire en Afrique, les décideurs politiques et les personnes au pouvoir finissent par pousser des politiques énergétiques qui n'ont que peu ou pas d'impact sur le développement de la vie des citoyens et de leurs pays. L'électricité a toujours été au centre de tout plan quinquennal – appelé souvent « Plan National de Développement » ou PND – et lancé avec pompe par des gouvernements qui se succèdent à la tête des pays africains, et force est de constater qu'après cinq ans, pas même un dixième de ce qui a été écrit dans ce livre coloré et volumineux est accompli.

## A bâtons rompus

Et il ne se passe pas un jour en Afrique sans que les médias diffusent des nouvelles sur un entretien à bâtons rompus qu'un dirigeant politique a eu avec une délégation d'un pays de l'Occident ou une institution de Bretton Woods dans le cadre d'un projet d'électrification. « En Afrique, même pour électrifier un petit marché, un village, une école ou une rue principale, on fait toujours appel soit à la Banque mondiale, soit à l'Union Européenne, à l'ONU ou au gouvernement du Japon. C'est ridicule. On pourrait le faire nous-même avec de l'énergie nucléaire. Ça ne coûte pas cher, elle n'est pas polluante et elle est toujours disponible et on peut en produire assez pour éclairer chaque rue et chaque maison de nos pays », martèle un expert d'une société étatique d'électricité qui a préféré garder l'anonymat, par peur de



représailles. « Même si aujourd'hui le nucléaire est une énergie assez critiquée, il faut tout de même noter qu'il a aussi des avantages non négligeables. Le nucléaire ne rejette pas de CO2 mais seulement de la vapeur d'eau. C'est une énergie qui est disponible toute l'année. C'est aussi une énergie qui ne coûte pas cher à produire et elle permet de produire de l'électricité en grande quantité. Une centrale nucléaire a une durée de vie assez longue (40 ans) », souligne l'Agence France Électricité. En plus de ces avantages qui sont non négligeables, poursuit Agence France Électricité, il est important de noter que le nucléaire est une énergie qui permet au plus grand nombre d'avoir de l'électricité.

## Projet à long terme

« Même si l'énergie nucléaire est un projet à long terme, on peut toujours essayer, petit à petit. Si un président a vraiment l'intention de changer les choses, il pourra déjà commencer à planifier à construire une centrale nucléaire avec son équipe dès les premières semaines de son arrivée au pouvoir », indique la source. « Au moment où il va entamer son deuxième mandat de cinq ans, le projet aurait déjà avancé », ajoute la source, qui renchérit que s'il y a la volonté politique et que les fonds sont prêts, construire une centrale nucléaire pourrait prendre jusqu'à 10 ans. Dans un continent où seulement une fraction de la population comprend exactement ce que c'est que l'énergie nucléaire, l'Afrique du Sud est actuellement le seul pays qui met en place une centrale nucléaire à Koeberg, près de la ville côtière de Cape Town. Le pays

possède deux réacteurs nucléaires qui génèrent 5% de son électricité, dont plus de 80% provient du charbon. Récemment, le gouvernement égyptien a délivré un permis au géant du nucléaire russe Rosatom pour commencer la construction de la première centrale nucléaire du pays. Le projet coûtera 21 milliards de dollars pour une puissance de 4 800 mégawatts.

2030  
Selon le site Energy for Growth Hub, les sept pays suivants pourraient être prêts pour le nucléaire d'ici 2030 :

- L'Algérie exploite un réacteur de recherche et envisage de mettre en service une centrale.
- Le Ghana exploite un réacteur de recherche et vise à remplacer la production au gaz par l'énergie nucléaire dans les années 2030.
- En 2015, le Kenya avait annoncé qu'il allait construire une centrale nucléaire, qui produirait 1 000 MW (1 GW) d'électricité d'ici 2030.
- Le Maroc exploite un réacteur de recherche, collabore avec l'AIEA et s'intéresse depuis longtemps à l'énergie nucléaire pour des utilisations telles que le dessalement et l'électricité.
- Le Nigeria exploite un réacteur de recherche et a signé des accords avec des fournisseurs étrangers tels que la Russie pour construire une centrale électrique de 2,4 GW.
- Le Soudan s'est engagé avec l'AIEA dans un examen des infrastructures et a signé des accords avec des pays fournisseurs comme la Russie et la Chine.
- La Tunisie, qui espère toujours développer l'énergie nucléaire, est apparemment restée activement engagée auprès des pays fournisseurs.

## Accroissement des recettes fiscales en Afrique de l'Ouest

4<sup>e</sup> dialogue politique du FAFOA pour un leadership efficace et une bonne gouvernance

Le 4<sup>e</sup> Dialogue Politique de Haut Niveau (HLPD) du Forum des Administrations Fiscales Ouest Africaines (FAFOA) s'est ouvert mercredi 21 septembre 2022 à Cotonou. Venus des administrations fiscales des 15 pays ouest africain, les participants réfléchissent à un leadership efficace et une meilleure gouvernance d'entreprise dans le but d'accroître les recettes fiscales. Hermann Orou Takou, Directeur de cabinet du Ministre de l'économie et des finances a procédé à l'ouverture des travaux.

● Bidossessi WANOU

Accroître les recettes fiscales par un leadership efficace et une bonne gouvernance d'entreprise », c'est sous ce thème que s'est ouvert le 4<sup>e</sup> Dialogue Politique de Haut Niveau (HLPD) du Forum des Administrations Fiscales Ouest Africaines (FAFOA). A ses assises, les participants auront à échanger les idées et pratiques sur la mise en place de cadres politiques nationaux et régionaux solides pour un meilleur positionnement des administrations fiscales grâce à un leadership efficace. Dans son mot d'ouverture, Babatunde Oladapo, secrétaire exécutif du FAFOA a rappelé que ce Forum vise la gestion efficace des risques d'indiscipline fiscale, un défi pour les Etats. « Nous espérons qu'en instituant et en mettant en œuvre un système efficace de gestion du risque d'indiscipline fiscale, les pays membres du FAFOA parviendront à une discipline fiscale totale des contribuables, gagneront en flexibilité dans l'administration des législations et gagneront les revenus indispensables au développement national », a indiqué le secrétaire exécutif du FAFOA. Le thème de la rencontre est pertinent au regard du contexte économique et financier de nos Etats, un contexte inflationniste marqué non seulement par les conséquences de la pandémie de la Covid-19 mais aussi par le conflit russo-ukrainien, selon le Directeur général des impôts



● Vue partielle des participants

du Bénin, Directeur exécutif du FAFOA, Nicolas Yénoussi. A l'en croire, « C'est le moment plus que jamais de prouver que la fiscalité reste et demeure un outil puissant fondamental pour le développement des Etats ». Il a exhorté les participants à réfléchir aux stratégies à mettre en place pour renforcer la mobilisation des recettes intérieures des Etats dans le but de donner les moyens aux gouvernants de poursuivre la mise en œuvre de projets et programmes de développement « au grand bonheur de nos populations qui font face à une flambée des prix sur le marché ». Car, « les ressources internes restent les revenus les plus fiables pour pouvoir relever et faire face aux défis qui se posent au niveau des pays », a témoigné à sa suite, Koudeidiatou Issabre-Sow, représentante de la Banque africaine de développement (BAD). En rappelant l'importance de la mobilisation des ressources pour la mise en œuvre des politiques de développement, Hermann Orou Takou, Directeur de cabinet du Ministre de l'économie et des finances

qui a procédé à l'ouverture des travaux a précisé que les administrations fiscales se doivent de déployer des stratégies innovantes pour le renforcement de leurs capacités de mobilisation. « Il s'agira pour vous de mettre, entre autres, en évidence, l'importance d'une pratique saine de la gouvernance d'entreprise comme ingrédient nécessaire au repositionnement des perspectives fiscales dans un environnement commercial et administratif rapide, de souligner le rôle du gouvernement dans l'instauration d'une culture de bon leadership pour promouvoir l'objectif à long terme des administrations fiscales et de mettre en évidence l'importance du soutien de entreprises », a noté le Directeur du cabinet. Sept (07) différents panels sont prévus et portent entre autres sur : « Diriger une administration fiscale du 21<sup>ème</sup> siècle en Afrique : Défis et perspectives; La bonne gouvernance dans l'administration fiscale : impact sur la mobilisation des recettes intérieures en Afrique. Promotion de l'éthique dans l'administration fiscale pour améliorer la performance organisationnelle ; Rôle des organisations fiscales internationales dans la promotion des meilleures pratiques des entreprises en matière d'administration fiscale ; Améliorer l'utilisation, l'échange et la sécurité des informations sur les contribuables à l'ère du Big Data... » Cette édition du HLPD sera bouclée par la 18<sup>e</sup> assemblée générale du FAFOA.



● Photo de famille des officiels



# Fonds de Garantie Automobile du Bénin

**DANS QUELLES CONDITIONS RECOURIR AU FGA-BENIN ?**

- L'accident doit avoir eu lieu au Bénin.
- L'auteur responsable n'est pas assuré ou est en fuite.
- La victime est blessée ou décédée.
- L'accident survenu doit être constaté par la Police Républicaine.
- L'accident doit être déclaré au FGA-BENIN par la victime ou ses ayants droits.



*Vous êtes victime d'un accident de la route au Bénin causé par un véhicule inconnu ou non assuré ? FGA-BENIN vous accompagne gratuitement à travers une prise en charge médicale à l'hôpital et une indemnisation après consolidation. Les ayants droits des victimes décédées bénéficient également d'une indemnisation.*

**Siège : Cotonou - Immeuble Isabelle KPOMALEGNI Cité Houéyiho, sis au 7 allée centrale (Rue Agence SBEE située dans l'enceinte de la cité Houéyiho) - 01 BP 4745 Cotonou / e-mail : fgabenin@yahoo.fr - Contactez-nous : 21 38 40 71 / 94 56 84 73**



**BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES S.A.**  
Afrique de l'Ouest

*Siège Social : Côte d'Ivoire 18, rue Joseph AMONA - 01 BP 3802 Abidjan*  
☎ : (225) 20 32 66 85 / 20 32 66 86 Télécopie : (225) 20 32 66 84 E-mail : brvm@brvm.org

**ANTENNE NATIONALE DE BOURSE DU BENIN**  
*Adresse: Immeuble CCIB Avenue Charles de GAULLE 01 BP 2985 Cotonou*  
Téléphone : (229) 21 31 21 26 / 21 31 21 39 Télécopie : (229) 21 31 20 77

## COMMUNIQUE DE L'ANTENNE NATIONALE DU BENIN DE LA BRVM

### Initiation gratuite à la bourse

La Direction de l'Antenne nationale du Bénin de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (ANB BRVM) informe le public qu'elle organise une formation pour vulgariser la Bourse et développer la culture boursière au Bénin.

Thème de la formation : « Initiation à la bourse et aux valeurs mobilières »

#### Modules de formation

- MODULE 1** : Introduction à la bourse et au marché financier ;
- MODULE 2** : Initiation au marché des actions ;
- MODULE 3** : Initiation au marché des obligations.

Pour une meilleure assimilation des enseignements dispensés, les participants sont invités à suivre la totalité des modules proposés, et dans l'ordre indiqué.

**Lieu de la formation** : Antenne Nationale du Bénin sise dans l'enceinte de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCIB) à Cotonou.

Effectif par formation : **15 à 20 personnes** par session et par module.

**La participation aux formations est gratuite.**

Les participants à chaque session de formation seront soumis, après chaque module, à un contrôle de connaissance (test d'évaluation) neutre et transparent. Une attestation sera délivrée aux participants à la fin de la formation

**Inscription gratuite tous les jours ouvrables à l'antenne nationale du Bénin sise à la CCIB**

Pour tout renseignement, contacter le 21 31 21 26 / 21 31 21 39

**NB** : la formation se déroulera simultanément dans tous les pays de l'espace UEMOA

## Avis très important

Toute l'économie nationale, sous-régionale, africaine et internationale dans un seul quotidien.

Le tout premier quotidien économique béninois : **L'économiste**.

**L'économiste**, c'est des informations économiques, bancaires, financières et boursières du Bénin et d'ailleurs traitées et des dossiers réalisés pour le développement économique et social du continent africain.

L'économiste, c'est des chiffres clés de l'économie béninoise, les tendances boursières avec la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), l'actualité économique, financière en temps réel.

**L'économiste, le journal des décideurs**



## Epargne

### Le Livret A enregistre le meilleur mois d'août de son histoire

Le placement préféré des Français a vécu un mois d'août particulièrement ensoleillé. Le Livret A a engrangé 4,5 milliards d'euros le mois dernier, enregistrant le meilleur mois d'août de son histoire, dopé par le relèvement de son taux de 1 % à 2 %, selon les données publiées mercredi par la Caisse des dépôts. A titre de comparaison, en août 2021, la collecte nette (différence entre les dépôts et les retraits) s'était élevée à 1,67 milliard d'euros. Le mois dernier a été marqué par le relèvement de son taux d'intérêt, de 1 % à 2 %. Il était encore à 0,5 % au début de l'année. Ce record pour août survient après celui de juillet, qui avait connu une collecte nette inédite pour ce mois de l'année, à 2,64 milliards d'euros.

#### Financer le logement social

Depuis le début de l'année, l'encours du Livret A a progressé de 23,6 milliards d'euros, soit presque les 24,5 milliards d'euros enregistrés entre janvier et août 2020, lorsque le début de la pandémie avait dopé



l'attrait des Français pour ce livret. Le Livret de développement durable et solidaire (LDDS) a de son côté enregistré une collecte nette de 780 millions d'euros en août. Géré conjointement par la Caisse des dépôts (CDC) et les réseaux bancaires, le Livret A sert essentiellement à financer le logement social, tandis que le LDDS est dédié à l'économie sociale et solidaire ainsi qu'aux économies d'énergie dans les logements.

#### Progression de 5,2 % sur un an

L'encours cumulé des deux livrets s'élève à environ 497 milliards d'euros, avec une progression de 5,2 % sur un

an. Si le relèvement du taux du Livret A et du LDDS a pu encourager les Français à y déposer leur épargne, il est toutefois important de noter que leur rendement reste négatif en tenant compte de l'inflation. Cette dernière a atteint 5,9 % sur un an en août selon l'Insee. Son taux est cependant plus avantageux que celui de nombre de fonds euros (les moins risqués) d'assurance vie. « Compte tenu de l'inflation et des taux d'intérêt, le rendement du Livret A pourrait passer à 3 voire à 3,2 % au 1er février prochain », a par ailleurs estimé Philippe Crevel, directeur du Cercle de l'épargne.

20 Minutes

## Grève des contrôleurs aériens

### Levée du préavis fin septembre

Ils ont trouvé un « accord » avec leur ministère de tutelle. Le principal syndicat de contrôleurs aériens français a annoncé mercredi avoir levé son préavis de grève de trois jours fin septembre. « Fin de conciliation au ministère : un accord enfin trouvé, le SNCTA lève son préavis », a écrit dans un bref message sur son site Internet le Syndicat national des contrôleurs du trafic aérien, majoritaire chez les aiguilleurs du ciel. Le SNCTA n'a pas donné plus de détails, promettant un « communiqué à suivre ». Les tentatives de joindre son bureau national ont été infructueuses mercredi midi. Sollicité par l'AFP, le ministère des Transports n'a pas été en mesure de confirmer dans l'immédiat la fin de ce conflit social, ni de préciser les contours d'un éventuel accord y mettant un terme.

#### « Plus de 2.400 vols » annulés en Europe

Le SNCTA, mobilisé pour une augmentation des salaires dans un contexte de

forte inflation, ainsi que pour une accélération des recrutements afin d'anticiper une vague de départs à la retraite, avait appelé à une grève du 28 au 30 septembre, après une première journée d'action vendredi dernier. La lecture ici. Cette dernière avait conduit la Direction générale de l'aviation civile (DGAC) à demander aux compagnies aériennes exploitant des vols au départ ou à l'arrivée du territoire français d'annuler préventivement 50 % de leur programme, soit un millier de mouvements d'avions. Au total, la grève s'est traduite par la suppression de « plus de 2.400 vols » en Europe sur les quelque 31.000 prévus, a affirmé lundi l'organisme de surveillance du trafic aérien Eurocontrol.

#### Le « ciel unique européen »

De même source, d'autres mouvements d'appareils ont subi d'importants retards, de l'ordre de 45 minutes pour chaque trajet survolant le territoire français.

La principale association de compagnies aériennes, l'Iata, a estimé « bienvenu que les contrôleurs aériens français aient annulé leurs prochaines grèves », dans un message publié mercredi sur son compte Twitter. « La grève superflue de vendredi a provoqué des retards, des annulations, des augmentations de coûts et d'émissions de CO2 », a affirmé l'Iata. L'organisme a aussi appelé à « mettre fin au cycle des prises d'otages des compagnies aériennes » et exhorté l'Union européenne à mettre en place le « ciel unique européen ». Cette réforme, lancée il y a près de 20 ans mais qui peine à aboutir, vise à passer d'un système d'organisation du trafic tributaire des frontières nationales à une zone cohérente où les trajectoires des avions se rapprocheraient de la ligne droite, réduction des émissions de gaz à effet de serre ainsi que gain de temps et d'argent à la clé.

20 minutes

## Nigeria

### A 23% du PIB au 2e trimestre 2022, la dette publique reste dominée par les emprunts intérieurs



Au Nigeria, la dette publique reste stable et dans la limite maximale des 40% du PIB fixée par l'Etat. Cependant, la perturbation de la production pétrolière pousse les autorités à continuer à emprunter pour pallier la hausse du déficit budgétaire. Au deuxième trimestre 2022, la dette publique nigériane se chiffrait à 103,3 milliards \$. C'est ce qu'indique l'office nigérian de gestion de la

dette (DMO), dans un rapport publié le lundi 19 septembre. Bien qu'il s'inscrive en hausse par rapport aux 100 milliards \$ de dette enregistrée à fin mars dernier, ce montant représente 23,06% du PIB du pays ouest-africain, soit un ratio similaire à celui observé à la fin du premier trimestre (23,27%). En majorité, la dette nigériane est alimentée par les emprunts intérieurs qui ont atteint 63,2 milliards \$ sur la période étudiée. D'après le DMO, ce montant est dû aux « nouveaux emprunts contractés par le gouvernement fédéral pour financer en partie le déficit de la Loi de finances 2022, ainsi que de nouveaux emprunts contractés par les gouvernements des Etats ». Le Nigeria fait face depuis quelques années à des déficits budgétaires importants dus aux perturbations qu'enregistre le pays dans sa production pétrolière, principale source de revenus pour l'Etat. Ces perturbations sont dues aux retards de production mais également aux actes de vandalisme et de vol qui ciblent les sites pétroliers à travers le pays. Selon un rapport de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE), le Nigeria a perdu 5 milliards \$ de recettes pétrolières en raison de retards de production en 2020. Cette année, la Nigerian Upstream Petroleum Regulatory Commission (NUPRC) a annoncé que le gouvernement fédéral a enregistré une perte d'environ 1 milliard de dollars entre janvier et mars 2022 à cause du vol de brut. D'après la Banque centrale, « le déficit fiscal en mars 2022 était supérieur de 70 % au déficit enregistré au premier trimestre 2021 ». Pour pallier cette situation, les autorités comptent sur les emprunts, tout en essayant de limiter au maximum leur exposition aux créanciers extérieurs. « Alors que le gouvernement fédéral continue de mettre en œuvre des initiatives génératrices de recettes dans le secteur non pétrolier et de bloquer les fuites dans le secteur pétrolier, le ratio service de la dette/recettes reste élevé », précise le DMO. Notons que plus de 58 % de l'encours de la dette extérieure du Nigeria est constitué de prêts concessionnels et semi-concessionnels accordés par des prêteurs multilatéraux tels que la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI), Afreximbank et la Banque africaine de développement (BAD), ainsi que par des prêteurs bilatéraux comme l'Allemagne, la Chine, le Japon, l'Inde et la France.

## Ghana

### La croissance économique s'accélère au 2e trimestre 2022 à 4,8%

Aux prises avec une inflation galopante, une dépréciation de sa monnaie et une hausse de sa dette publique, Accra a sollicité un programme de financement de 3 milliards de dollars auprès du FMI pour rétablir les équilibres de la balance des paiements. L'économie ghanéenne a enregistré une croissance de 4,8 % en glissement annuel au deuxième trimestre 2022, selon les données publiées, le mardi 20 septembre par le Service national des statistiques (GSS).



« La forte baisse de la croissance que nous avons enregistrée au premier trimestre a été légèrement inversée », s'est félicité le chef du GSS, Kobina Annim, lors d'une conférence de presse. Selon lui, l'industrie manufacturière a été l'un des principaux moteurs de croissance entre le 1er avril et le 30 juin de l'année en cours. Ce secteur a en effet enregistré une croissance de 4,4 % en glissement annuel contre une contraction de 0,5 % au premier trimestre. La croissance du secteur de l'agriculture a ralenti à 4,6 % par rapport à la croissance révisée de 5,1 % au trimestre précédent, alors que le secteur des services a progressé de 5,2 % contre 5,6 % entre le 1er janvier et le 30 mars de l'année en cours. Au premier trimestre 2022, la croissance de l'économie ghanéenne avait ralenti à 3,3% contre un taux de 7% enregistré au dernier trimestre 2021. Deuxième producteur d'or (depuis 2021) et de cacao en Afrique, le Ghana est aux prises avec une inflation galopante, une dépréciation de sa monnaie et une hausse de sa dette publique. Le gouvernement qui a imputé ces difficultés économiques à une combinaison de facteurs exogènes, dont la covid-19, la guerre en Ukraine, ainsi que le ralentissement de la croissance économique en Chine et aux Etats-Unis, a sollicité un programme de financement de 3 milliards de dollars auprès du Fonds monétaire international (FMI) pour rétablir les équilibres de la balance des paiements.

Ecofin du 21 Septembre 2022



**BRVM 10** 163,94

Variation Jour ↓ -0,94 %

Variation annuelle ↑ 6,79 %



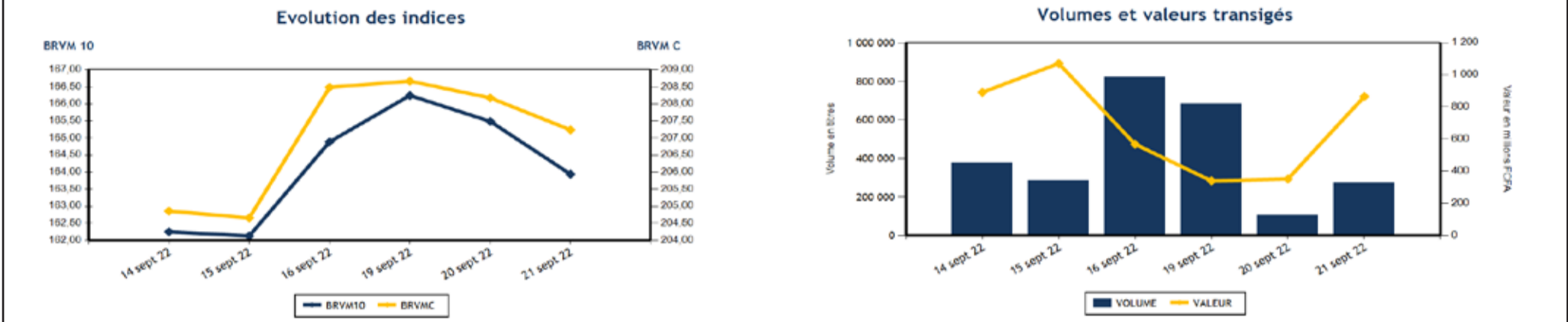
## BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

N° 181 mercredi 21 septembre 2022 Site : [www.bvm.org](http://www.bvm.org)

**BRVM Composite** 207,24

Variation Jour ↓ -0,45 %

Variation annuelle ↑ 2,45 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 238 348 913 741	-0,45 %
Volume échangé (Actions & Droits)	268 800	158,64 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	788 749 850	138,25 %
Nombre de titres transigés	42	-2,33 %
Nombre de titres en hausse	10	-33,33 %
Nombre de titres en baisse	18	38,46 %
Nombre de titres inchangés	14	-6,67 %

**PLUS FORTES HAUSSES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	4 850	5,43 %	-17,16 %
SITAB CI (STBC)	5 995	5,18 %	-2,99 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	715	5,15 %	14,40 %
NESTLE CI (NTLC)	6 790	4,54 %	47,45 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	5 350	2,20 %	-13,71 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	8 282 526 594 840	-0,14 %
Volume échangé	7 633	263,48 %
Valeur transigée (FCFA)	76 303 975	262,92 %
Nombre de titres transigés	4	100,00 %
Nombre de titres en hausse	1	
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	3	200,00 %

**PLUS FORTES BAISES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SAFCA CI (SAFC)	695	-7,33 %	-18,24 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	695	-7,33 %	-22,35 %
TOTAL SN (TTLS)	2 405	-7,32 %	21,77 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	1 050	-5,41 %	9,38 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	18	-5,26 %	0,00 %

**INDICES SECTORIELS**

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	106,35	1,63 %	-3,41 %	71 688	405 094 940	26,79
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	476,44	0,01 %	6,15 %	2 565	16 610 275	9,57
BRVM - FINANCES	15	78,39	-0,92 %	1,63 %	167 748	235 351 375	7,64
BRVM - TRANSPORT	2	449,10	0,00 %	-27,81 %	20	36 900	7,20
BRVM - AGRICULTURE	5	301,47	-1,63 %	23,90 %	24 422	128 520 420	5,81
BRVM - DISTRIBUTION	7	378,20	-1,45 %	-7,17 %	2 212	2 929 590	27,89
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 758,28	-0,35 %	95,21 %	145	206 350	17,11
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	8,20	
Taux de rendement moyen du marché	7,18	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,64	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	104	
Volume moyen annuel par séance	1 058 703,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 528 162 609,30	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	5,13	
Ratio moyen de satisfaction	10,56	
Ratio moyen de tendance	205,74	
Ratio moyen de couverture	48,61	
Taux de rotation moyen du marché	0,03	
Prime de risque du marché	6,29	
Nombre de SGI participantes	28	

**Définitions**

Volume moyen annuel par séance = Valeur annuel échangé / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)  
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES  
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E  
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18,Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan  
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : [bvm@bvm.org](mailto:bvm@bvm.org), Site Web : [www.bvm.org](http://www.bvm.org)

**UCA**  
 UNITED CAPITAL FOR AFRICA S.A.

Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, Immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN

001 BP 8690 RP  
[uca@ucasgi.com](mailto:uca@ucasgi.com)  
 (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00  
 (229) 21 31 00 21  
[www.ucasgi.com](http://www.ucasgi.com)

**SGI - BENIN**

Carré 211 St Michel  
 immeuble SGI-Bénin 01 BP  
 4546 Cotonou.  
 Tél : (229) 21 31 15 41  
 21 31 15 71

**BOA CAPITAL SECURITIES**  
 Groupe BMCE BANK

Siège BOA Benin,  
 Boulevard de France  
 Tel : (229)  
 21315343/64182121

**SOCIETE DE BOURSE**  
 AGI

Immeuble de l'Africaine des Assurances  
 Face à la Direction de l'Emigration Immigration  
 01 BP 8668 RP Cotonou  
[contact@sgi-agi.com](mailto:contact@sgi-agi.com)  
 +229 21318733  
 +229 21316066

**AFRICABOURSE**

Avenue Steinmetz Face  
 Immeuble Air Gabon 01 BP  
 6002 COTONOU BENIN  
 Tél : (229) 21 31 88 35 /  
 21 31 88 36

**BIIC Financial Services**  
 Société de gestion et d'intermédiation

Boulevard Saint Michel  
 Immeuble Agence BIIC Dantokpa  
 01 BP. 7700 Cotonou  
 Tél. +229 21324875  
 Tél. +229 21324876  
[sgibfs@biic-financialservices.com](mailto:sgibfs@biic-financialservices.com)

**Quelques pharmacies à Cotonou**

N°	NOM DE LA PHARMACIE	TELEPHONE	ARR
1	SILOE DEGAKON	99070606	1ER
2	SURU-LERE	64341313/99480846	
3	TANTO	64104471	
4	REINE DES GRÂCES	95360822	2EME
5	ADETONA LOMNAVA	94012397	3EME
6	AGBODJEDO	63425131/61822725	
7	LA BENINOISE	60502956/21377190/21330646	4EME
8	NOUVELLE PHARMACIE DE L'HABITAT	63045618/99947477/95508789	
9	ATINKANMEY	94012392/60019772	5EME
10	GANJI	95943682/60805039	
11	ZONGO	95846920	
12	DES 4 THERAPIES	21323330/98846095	6EME
13	JERICHO	95846914	
14	SAINTE EUPHRASIE DE VOSSA	69510000	
15	MAHUTON	52018944	
16	AMEN	63016565/67309529	7EME
17	MARINA	94018724	8EME
18	SAINTE GABRIEL	95605656	
19	KINDONOU	21380115	9EME
20	DE L'AMITIE	21380512/95869239	10EME
21	NOUVELLE PHARMACIE FIFADJI	62646802	
22	VEDOKO	94018722	
23	DE LA PAIX	21303865/97604362	11EME
24	LA MADONE	95338399/94013982	12EME
25	SAINTE LOUIS	95859686	13EME
26	LES PYLONES	66826813/95924231	
27	LULI LULI	98656060	

**Jours du marché Dantokpa**

<b>Septembre 2022</b>
<b>Vendredi 2 Septembre 2022</b>
<b>Mardi 6 Septembre 2022</b>
<b>Samedi 10 Septembre 2022</b>
<b>Mercredi 14 Septembre 2022</b>
<b>Dimanche 18 Septembre 2022</b>
<b>Jeudi 22 Septembre 2022</b>
<b>Lundi 26 Septembre 2022</b>
<b>Vendredi 30 Septembre 2022</b>

**Taux de change**

Devises étrangères	Franc CFA (1Xof)
Dollar (USD)	652,73
Euro	655,95
Livre Sterling (GBP - Grande Bretagne)	775,87
Naira (NGN - Nigeria)	1,57
Cedi (GHS - Ghana)	80,69
Rand (ZAR - Afrique du Sud)	38,18
Yen (JPY)	4,7
Yuan (CNY)	97,15
Rouble russe (RUB)	10,44
Franc Suisse (CHF)	665,26
Franc Guinéen (GNF)	0,07
Roupie indienne (INR)	8,2
Droits de tirage spéciaux (FMI)	856,57
Or (XAU)	1131857,00
Argent (XAG)	12480,68

**Prix des produits de première nécessité appliqués dans les marchés**

produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Maïs	Tongolo	250
Mil	Tongolo	350/400
Gari ordinaire	Tongolo	350
Gari fin	Tongolo	400
Haricot rouge	Tongolo	650
Haricot blanc	Tongolo	700/800
Arachide décort. Gros grains	Tongolo	800
Piment vert (gbataki)	Tongolo	500
Tomate fraîche	Grand Panier	40.000/50.000
Oignon p m g	Panier (40)	1500/2000/3000
Farine de cossette d'igname	Tongolo	1000
Sésame qualité supérieure	Tongolo	1000
Sel marin local	Tongolo	350
Sel marin importé	Tongolo	350
Sucre en morceau	Paquet	600
Sucre en poudre	1kg	500
Riz ordinaire	Tongolo	Entre 500 et 900
Huile d'arachide locale	1litre	1400
Huile végétale importée	1litre	1700
Huile rouge locale	1,5litre	1000
Igname ordinaire	Tas	3500
Igname à piler	Tas	4500
Savon palmida	1pain	200
Lait concentré sucré BB et autres	250g	400/500
Lait concentré sucré Jago	Plus d'1kg	1200
Lait concentré non sucré Peak	250g	450
Sardine à huile	250g	500
Couscous Sipa	500g (en sachet)	850
Spaghetti Matanti	250g/500g (en sachet)	300/450
Coquille Maman et autres	250g/500g (en sachet)	300/450
Concentré de tomate	150g/250g/1kg	125/275/450/1900
Banane	Régime	Entre 3000 et 4000
Œuf	Plateau	2400/2600

Source : Quotidien l'Economiste du Bénin, fait le 20/09/ 2022

**Cours des matières Premières Mardi 20 Septembre 2022**

Matière première	Mois	Dernier	Var.	Var. %	Heure
Or	Août 2022	1.731,95	-10,35	-0,59%	21:17:03
XAU/USD		1.733,77	-8,57	-0,49%	21:17:32
Argent	Sept 2022	19,067	-0,169	-0,88%	21:17:11
Cuivre	Sept 2022	3,4242	-0,0978	-2,78%	21:17:32
Platine	Oct 2022	857,90	-24,90	-2,82%	21:17:32
Palladium	Sept 2022	2.137,50	-19,10	-0,89%	21:17:01
Pétrole brut WTI	Août 2022	103,61	-1,18	-1,13%	21:17:32
Pétrole Brent	Sept 2022	106,57	-0,45	-0,42%	21:17:32
Gaz naturel	Août 2022	6,429	+0,395	+6,55%	21:17:14
Fioul	Août 2022	3,7730	+0,1001	+2,73%	21:17:28
Essence RBOB	Août 2022	3,4612	+0,0141	+0,41%	21:17:28
Gasoil Londres	Août 2022	1.123,00	+49,50	+4,61%	21:17:26
Aluminium		2.380,00	-72,00	-2,94%	19:25:38
Zinc		3.049,50	-32,00	-1,04%	19:27:17
Nickel		21.880,00	+132,50	+0,61%	19:55:12
Cuivre		7.611,00	-179,00	-2,30%	19:30:02
Blé américain	Sept 2022	855,30	-35,70	-4,01%	20:20:06
Riz Paddy	Sept 2022	16,532	+0,077	+0,47%	20:20:06
Maïs américain	Sept 2022	635,00	+1,75	+0,28%	20:19:59
Soja américain	Août 2022	1.519,12	+6,12	+0,40%	20:19:57
Huile de Soja américaine	Déc 2022	61,28	+0,79	+1,31%	20:19:56
Farine de soja	Déc 2022	400,10	-3,60	-0,89%	20:20:06
Coton américain	Déc 2022	94,88	-0,75	-0,78%	20:20:01
Cacao américain	Sept 2022	2.378,00	+60,00	+2,59%	19:29:00
Café US C	Sept 2022	212,92	-7,53	-3,42%	19:30:04
Café de Londres	Sept 2022	1.968,00	-2,00	-0,10%	18:30:07
Sucre américain	Oct 2022	18,92	-0,10	-0,53%	18:59:00
Jus d'orange	Sept 2022	164,18	+0,63	+0,39%	20:00:07
Bétail	Août 2022	136,30	+2,35	+1,75%	20:04:59
Porc	Juill 2022	113,18	+0,32	+0,29%	20:04:57
Bovins d'engraissement	Août 2022	174,96	+2,48	+1,44%	20:05:04
Bois de construction	Juill 2022	663,00	+4,00	+0,61%	20:39:44
Avoine		486,10	+1,90	+0,39%	20:19:17

**Prix des produits hydrocarbures et gaz**

Produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Essence	1l	600
Pétrole	1L	851
Gasoil	1L	668
Mélange	1L	615
Gaz domestique	6kg (petite bouteille)	4770
	12,5kg (moyenne bouteille)	9900
	18kg (grande bouteille)	14.300
Huile à moteur (essence)	Bidon (1L)	2.900
	Bidon (4L)	9.590
Huile à moteur (diésel)	Bidon de 4Littres	10.535
Huile à moteur (Atf boîte automatique)	2littres	6.320
Huile à moteur (à pont EP 90)	2Littres	6.130
Huile à moteur en vrac	1Litre	2.265
Huile à moteur diesel	1Litre	2.165
Huile à 2 temps en vrac	1L	1.635
Graisse	0,400g	2.940
Eau distillée	1,5L	850
Eau de refroidissement	Bidon (1,5L)	1.600
	Bidon (5L)	5.000
Electrolyte	5L	4.000
E140 en vrac	1L	2.175
E140 camion et 4X4	Bidon de 2L	6.295

Source : Station « JNP » Mardi 20 Septembre 2022

**Les marchés locaux qui s'animent par huitaine**

Départements	Lieux	Noms	Jours	
Alibori	Malanville	Malanville	dimanche	
	Ségbana	Ségbana	dimanche	
	Bérébouaye	Bérébouaye	samedi	
	Malanville	Malanville	samedi	
	Karimama	Karimama	vendredi	
		Matéri	Matéri	jeudi
		Tanguiéta	Tanguiéta	lundi
Cobly		Cobly	mercredi	
	Gaouga	Gaouga	mardi	
	Kassoua	Kassoua	mardi	
Mono	Grand-Popo	Grand-Popo	mardi	
	Agoué	Agoué	mercredi	
Zou	Djalloukou	Djalloukou	dimanche	
	Massi	Massi	dimanche	
	Agouna	Agouna	mardi	
	Ikèmon	Ikèmon	Ikèmon	mercredi
Borgou	Gogounou	Gogounou	dimanche	
	Bembéréké	Bembéréké	jeudi	
	Kalalé	Kalalé	jeudi	
	Tchaourou	Tchaourou	lundi	
	Tchikandou	Tchikandou	mardi	
	Fô-Bouré	Fô-Bouré	mercredi	
	Sokka	Sokka	mercredi	
	Parakou	Azeke	samedi	
	N'Dali	N'Dali	samedi	
	Dunkassa	Dunkassa	vendredi	
Collines	Ouèdèmè	Ouèdèmè	dimanche	
	Ouessè	Ouessè	jeudi	
	Gobada	Gobada	lundi	
	Savè	Savè	lundi	
	Tchetti	Tchetti	lundi	
	Glazoué	Glazoué	mercredi	
	Lahotan	Lahotan	mercredi	
	Donga	Bénin	Bénin	jeudi
Tokotoko		Tokotoko	lundi	



# Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Rendez-vous technologique et collaboratif (Gitex Global)	10-14 octobre 2022	Dubaï, Emirats Arabes Unis	<a href="https://gitex.com/">https://gitex.com/</a>
Salon international des innovations et solutions pour le secteur parfumerie-cosmétiques	12-13 octobre 2022	France	<a href="https://www.cosmetic-360.com/">https://www.cosmetic-360.com/</a>
Salon International des Acteurs Economiques Madagascar	13-16 octobre 2022	+ 261 34 33 796 15 / + 261 34 28 612 40	federationcci@gmail.com / commercial@siae-madagascar.com
8e sommet international de l'innovation dans la finance	19 octobre 2022	Sydney, Australie	fintechsummit.com.au
Sommet Finance en commun 2022	19-20 octobre 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	<a href="https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/3e-edition-du-sommet-finance-en-commun-52844">https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/3e-edition-du-sommet-finance-en-commun-52844</a>
6 <sup>e</sup> Conférence des Ministres Africains Chargés de l'Etat Civil	24-28 Octobre 2022	Addis-Abeba, Éthiopie	+251 115 443461 / belayt@un.org
Rendez-vous international de la tech	1 <sup>er</sup> au 4 novembre 2022	Lisbonne	websummit.com
Foire commerciale internationale	5-13 novembre 2022	Maurice (+ 230) 270 1450 / (+ 230) 5806 8848	dependancepromo194@gmail.com
Foire commerciale intra-africaine	21-27 novembre 2023	Abidjan, Côte d'Ivoire	<a href="https://www.intrafricantradefair.com/">https://www.intrafricantradefair.com/</a>
Sommet des start-up émergentes Afrique-Europe	28-29 novembre 2022	Paris	emergingvalley.co

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Si vous vous laissez aller à de folles dépenses, vous serez aussitôt dans une impasse. Astreignez-vous à faire des économies et à gérer votre budget avec rigueur. Vous allez bientôt traverser une période de vaches maigres.

**Taureau** Soyez tout particulièrement prudent aujourd'hui en ce qui concerne le domaine financier, où votre jugement ne sera pas toujours excellent. Evitez d'engager des sommes trop importantes par rapport à vos moyens dans des affaires dont vous n'êtes pas absolument sûr de l'issue. Vigilance également dans le domaine immobilier : un contrat peut ne pas être très net et laisser la porte ouverte à d'épineux problèmes juridiques.

**Gémeaux** Mercure en cette configuration va vous souffler d'excellentes idées pour améliorer votre niveau de vie ou pour rentabiliser vos économies. Prenez rendez-vous avec votre banquier ; vous pourrez alors, grâce à ses conseils, tirer un bon parti de vos intuitions. Pluton pourra vous valoir une bonne surprise ; mais il vous faudra réagir rapidement pour profiter de l'occasion qui s'offrira à vous.

**Cancer** Mettez à présent de l'ordre dans vos affaires pécuniaires et faites vos comptes de manière à ne pas être pris ensuite au dépourvu. Une petite rentrée financière n'est pas impossible aujourd'hui. Mais ne vous lancez pas aussitôt dans des dépenses inutiles, faites plutôt fructifier vos fonds !

**Lion** Journée délicate financièrement. Faites le dos rond et attendez en espérant des jours meilleurs, qui ne sauraient tarder. Ne vous laissez pas entraîner par votre impatience, car vos coups de tête vous feraient tomber dans le vide.

**Vierge** Un petit voyage serait agréable actuellement et il vous détendrait tout en vous permettant de réaliser l'un de vos buts. Attention cependant de ne pas vider votre compte en banque ! Pour une fois, prenez les conseils de professionnels avisés, d'amis discrets, voire de votre bien-aimé... Les affaires d'argent sont délicates de nos jours !

**Balance** Cette journée sera relativement calme, marquée surtout par la nécessité de remettre de l'ordre dans vos finances, d'accumuler des biens et de préparer matériellement votre avenir. Evitez cependant de lâcher la proie pour l'ombre et d'hypothéquer le présent sous le prétexte d'assurer vos vieux jours.

**Scorpion** Votre esprit sera principalement axé sur le gain. En effet, cet aspect de Pluton, qui a trait aux biens et à la fortune, favorisera un renouveau d'appétit pour la richesse et la possession. Votre flair pour les bonnes affaires, petites ou grandes, se développera et s'affinera. Vous saurez apprécier avec lucidité les possibilités de bénéfices dans le domaine de la spéculation et des opérations boursières ou commerciales.

**Sagittaire** Votre équilibre budgétaire sera protégé par Saturne. Un coup de chance incroyable est d'ailleurs possible. Si vous faites partie des heureux élus qui ont droit à une bonne surprise, restez quand même prudent : placez cet argent au lieu de le dépenser.

**Capricorne** La réussite matérielle fera partie des dons que vous prodiguera aujourd'hui Mars. Vous pourriez emporter une excellente affaire financière ou gagner une somme conséquente à un jeu de hasard ; n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance.

**Verseau** La planète Saturne en bel aspect vous permettra de vous sentir bien dans votre peau et de connaître la joie de vivre. Il faudra pourtant vous garder d'une certaine euphorie et d'un optimisme béat, qui pourraient vous pousser au laisser-aller. Vous devrez surtout résister à l'impulsion de dépenser, d'acheter des quantités de choses qui ne se révéleront pas indispensables. Prenez note de cet avertissement de Benjamin Franklin : "Si vous achetez ce qui est superflu, vous vendrez bientôt ce qui est nécessaire".

**Poissons** Vous aurez la possibilité de réaliser des transactions financières profitables, et vous entendrez profiter de cette possibilité au lieu de ne penser qu'à faire la fête. Vous serez aussi en mesure de régler aujourd'hui une affaire litigieuse qui traînait depuis longtemps.

## L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de

Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007

Sikèkòdji zone résidentielle, 2<sup>ème</sup> rue à droite en quittant le

carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site : www.leconomistebenin.com

### Directeur Général

Léonard DOSSOU  
(00229) 95 429 626 / 97 096 417

Assistant du Directeur Général  
Calixte ADIYETON

(66 232 545)

### Secrétaire caissière

Ella Viviane HOUEHOMEGAN (97 14 85 43)

### Directeur de publication

Jules AFFODJI

### Raoul Gandaho

(Correspondant Ouémé Plateau)

Mouhamed Bouhari SAÏDOU

(Br. Borgou/Alibori)

### Jules Daniel Mahuto

(Correspondant Zou-colline)

Modeste COCO (Consultant)

Représentant de l'Economiste du

Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France

de l'Economiste du Bénin

Tel +330671790990

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

### Rédacteurs

Nestor DEHOUINDJI

Félicienne HOUËSSOU

(96 92 43 46)

Bidossessi WANOU

(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU

Hubert DOSSOU

Falco Vignon

### Directrice commerciale

Rigel BATCHO

(69190880)

### Graphiste

Gisèle NOUDAÏKPON

(62323855)



## Secteur du bois au Bénin

## L'ONAB devient SONAB SA

Le Conseil des ministres de ce mercredi 21 septembre 2022 sous la houlette du président de la République a adopté plusieurs décisions dont la transformation de l'Office national du bois (ONAB) en une Société nationale du Bois (SONAB). Des nominations au ministère de la justice ont été prononcées, soit au total, 22 cadres promus sur proposition des ministres concernés.

REPUBLIQUE DU BENIN  
Présidence de la République  
SECRETARIAT GENERAL DU  
GOUVERNEMENT  
N° 31/2022/PR/SGG/CM/OJORD

COPIE

## Compte rendu du Conseil des Ministres

Le Conseil des Ministres s'est réuni ce mercredi 21 septembre 2022, sous la présidence de Monsieur Patrice TALON, Président de la République. Les décisions ci-après ont été prises :

## I- Mesures normatives.

## I-1. Approbation des statuts de la Société nationale du Bois (SONAB S.A.).

La mise en place de cette société procède d'une transformation de l'Office national du Bois, au regard de la nature et du volume des activités qu'il mène, mais aussi des ambitions du Gouvernement pour la filière.

Elle sera notamment chargée de la promotion et de la transformation de tout produit forestier, du bois et de l'industrie forestière, de la commercialisation des produits exploités ou transformés, de l'importation ou l'exportation du bois et des produits dérivés, de la réalisation de toutes opérations de développement de la production forestière (reboisement, enrichissement, aménagement, etc.) et de la promotion de l'écotourisme dans les forêts relevant de sa gestion.

Elle s'occupera également du développement durable des ressources forestières des domaines de l'Etat dont elle aura la charge.

Le ministre du Cadre de Vie et du Développement Durable accomplira, en lien avec le ministre de l'Economie et des Finances, les formalités nécessaires à son opérationnalisation.

## I-2. Transmission à l'Assemblée nationale du projet de loi portant modification et complément de la loi n°2018-14 du 18 mai 2018 portant code de procédure pénale en République du Bénin.

En vue d'humaniser et de moderniser les peines prévues par le code pénal, le législateur béninois a supprimé la peine de mort, les travaux forcés, puis

introduit les peines alternatives et renforcé le régime de l'aménagement des peines.

Toutefois, les restrictions et conditions légales pour jouir de ces mesures en limitent la portée. En effet, elles ne sont admises que pour les peines correctionnelles, excluant dès lors les personnes condamnées pour des faits criminels.

Elles ne permettent donc pas au Gouvernement d'apporter des réponses adaptées aux situations exceptionnelles d'ordre social et humanitaire. C'est pourquoi, il apparaît nécessaire de compléter le dispositif de la libération anticipée.

La réforme proposée vise à conférer au Président de la République, après avis conforme du Conseil supérieur de la Magistrature, le pouvoir d'ordonner la suspension de l'exécution de la peine lorsque celle-ci est justifiée pour des raisons sociales et humanitaires.

Ainsi, dans les dispositions du projet de loi, « les condamnés à une peine privative de liberté peuvent également et exceptionnellement bénéficier de la suspension de l'exécution de la peine lorsque, l'exécution entamée, il est établi à leur égard une conduite de nature à justifier la mesure ou que celle-ci est dictée par les considérations d'ordre social et humanitaire significatives ».

Le texte soumis à l'étude de l'Assemblée nationale précise que cette suspension est faite à la requête de la personne condamnée, pour une durée qui ne saurait excéder 5 années civiles, renouvelable une seule fois.

De plus, aucune suspension de l'exécution de la peine ne saurait excéder 10 ans, mais lorsqu'après le renouvellement, la durée de 10 années est expirée, la suspension produit les effets d'une grâce présidentielle.

Par ailleurs, le même texte précise que « lorsque le renouvellement n'est pas ordonné au terme de la première période de 5 années, l'exécution de la peine reprend son cours sur réquisition du procureur de la République près le tribunal du lieu d'exécution de la peine et selon les dispositions du code de procédure pénale ».

Toutefois, « lorsque la peine prononcée est la réclusion ou la détention à perpétuité, la suspension de son exécution est exclue ».

Le Garde des Sceaux, ministre de la Justice et de la Législation est instruit à l'effet d'en exposer les motifs et de soutenir la discussion devant la Représentation nationale.

Au titre d'autres mesures normatives, ont été adoptés les décrets portant :

- transmission à l'Assemblée nationale, pour étude et vote, du projet de loi modifiant la loi n° 2020-37 du 03 février 2021 portant protection de la santé des personnes en République du Bénin ;
- transmission à l'Assemblée nationale, pour étude et vote, du projet de loi portant modification des dispositions de l'article 585.1 de la loi n° 2008-07 du 28 février 2011 portant code de procédure civile, commerciale, sociale, administrative et des comptes en République du Bénin, telles que modifiées par la loi n°2020-08 du 23 avril 2020 portant modernisation de la justice ;
- conditions et procédure de délivrance de titre foncier sur les immeubles en copropriété en République du Bénin ; puis
- nomination des membres du Conseil d'administration du Laboratoire d'Etudes et de Surveillance environnementales ;
- nomination de membre au Conseil d'administration de l'Agence nationale de Protection sociale (ANPS).

## II- Communications.

## II-1. Paiement d'indemnités dues aux personnes affectées par le projet d'aménagement d'un périmètre de 80 hectares à Togbin.

L'expropriation en vue de l'aménagement dudit périmètre est motivée par la mise en œuvre de divers projets d'envergure dont la construction d'un boulo-drome aux normes internationales destiné à abriter la coupe du monde de sport boules, d'un hôpital de référence et d'autres infrastructures d'intérêt général.

Conformément aux textes en vigueur, un expert a été commis pour réaliser les évaluations foncières et immobilières.

Sur la base de son rapport, le Conseil a autorisé le paiement des personnes affectées par la rectification des coordonnées géographiques et la redéfinition de la zone de développement touristique exclusive de la Route des pêches.

## II-2. Indemnisation des personnes affectées par les travaux de réalisation d'un carrefour giratoire à l'entrée principale de la zone économique spéciale de Glo-Djigbé et d'aménagement d'un deuxième accès à partir du carrefour de l'arrondissement de Tangbo-Djévié.

Aux termes des travaux de la commission interministérielle chargée d'évaluer des indemnités à verser aux personnes impactées sur leurs terrains, bâtiments et accessoires de toutes natures situés dans l'emprise des travaux et frappés de servitude de reculement, 35 sinistrés ont été recensés sur l'ensemble du projet.

Les diligences techniques et administratives qui conviennent ont été accomplies. Aussi, le Conseil a-t-il marqué son accord pour l'indemnisation des intéressés.

## II-3. Exécution de la phase III du projet de renforcement des systèmes d'approvisionnement en eau potable de la ville d'Abomey-Calavi et ses environs.

Les travaux de cette phase intègrent le raccordement de la zone de la Cité administrative d'Ahossougbéta en vue de sa mise en exploitation prochaine. Ils prennent également en compte des agglomérations urbaines des localités de Ouèdo et de Togba.

Leur réalisation intervient dans le cadre du projet de l'accès universel à l'eau potable.

Le Conseil a donc approuvé la contractualisation avec l'entreprise retenue et instruit le ministre de l'Eau et des Mines de veiller à la bonne exécution des travaux.

## III- Rencontres et manifestations internationales.

Ont été autorisées, la participation du Bénin à :

- la Conférence mondiale de l'UNESCO sur les politiques culturelles et le développement durable (MONDIACULT 2022), du 28 au 30 septembre 2022 au Mexique ; ainsi qu'à
- la 68<sup>ème</sup> session de la Commission baleinière internationale, du 13 au 21 octobre 2022 en Slovénie ; puis
- l'organisation à Cotonou, du 28 au 30 septembre 2022, de la 15<sup>ème</sup> Université du Notariat d'Afrique ; et
- l'organisation à Pobè, du 10 au 14 octobre 2022, du séminaire sur le bilan des recherches sur le palmier à huile au Bénin.

## IV- Mesures individuelles.

Les nominations suivantes ont été prononcées :

## ✓ Au ministère de la Justice et de la Législation

Après avis du Conseil supérieur de la Magistrature

## A la Chancellerie

Directeur des Affaires civiles et des Sceaux

Monsieur Camille Aristide FADE

## - Dans les juridictions

## • A la Cour de Répression des Infractions économiques et du Terrorisme (CRIET)

Conseiller, cumulativement avec ses fonctions de président du tribunal de première instance de 2<sup>ème</sup> classe de Comè

Monsieur Ehounsa Fortunato KADJEBIN

Assesseur à la Chambre de jugement des infractions à raison du sexe

Madame Bénédicte Stella Dolorès TAKOLODJOU

- Au tribunal de première instance de 1<sup>ère</sup> classe de Cotonou

Juge du 2<sup>ème</sup> cabinet d'instruction cumulativement avec ses fonctions d'assesseur à la CRIET

Madame Islamiath Alakè Konirègni MOUSTAPHA

- Au tribunal de première instance de 1<sup>ère</sup> classe de Porto-Novo

3<sup>ème</sup> substitut du procureur de la République

Monsieur Enagnon Sikirou RAFIOU

- Au tribunal de première instance de 1<sup>ère</sup> classe de Parakou

Juge au tribunal

Monsieur Ganiou BODI

- Au tribunal de première instance de 2<sup>ème</sup> classe d'Abomey-Calavi

Juge du 2<sup>ème</sup> cabinet d'instruction

Monsieur Tédé Pacôme FALANA

2<sup>ème</sup> substitut du procureur de la République

Madame Souhaïlatou TOURE IDRISOU

- Au tribunal de première instance de 2<sup>ème</sup> classe de Ouidah

Président du tribunal

Madame Tonami Sandrine Muriel MONGBO

- Au tribunal de première instance de 2<sup>ème</sup> classe d'Allada

Juge au tribunal

Monsieur Aménouglo Fidèle ZIVON

- Au tribunal de première instance de 2<sup>ème</sup> classe de Pobè

Juge au tribunal

Madame Chimène Sèhigbéhan Joanita LOKOSSOU

- Au tribunal de première instance de 2<sup>ème</sup> classe d'Abomey

Juge au tribunal

Monsieur Euloge Philibert Mahutin Comlan QUENUM

- Au tribunal de première instance de 2<sup>ème</sup> classe de Lokossa

Juge au tribunal

Monsieur Ahissou Jérôme HOUNDJENOUKON

- Au tribunal de première instance de 2<sup>ème</sup> classe de Natitingou

Juge au tribunal

Monsieur Abidémi Isidore KPOGNIHOU

- Au tribunal de première instance de 2<sup>ème</sup> classe de Kandi

Substitut du procureur de la République

Monsieur Gbètonji Bienvenu DJOSSOU

- Au tribunal de première instance de 2<sup>ème</sup> classe de Savalou

Juge au tribunal

Monsieur Crespin Anselme NOUWAKPO

- Au tribunal de première instance de 2<sup>ème</sup> classe de Comè

Juge au tribunal

Madame Astrid Véronique Fifamè DEGUENON

- Au tribunal de première instance de 2<sup>ème</sup> classe de Dassa-Zoumè

Juge au tribunal

Monsieur Belami Esquil SOUDE

- Au tribunal de première instance de 2<sup>ème</sup> classe de Malanville

Substitut du procureur de la République

Monsieur Towanou Cyriaque ATANNON

## ✓ Au ministère de la Santé

Président du Conseil de Surveillance de l'Agence béninoise de Régulation pharmaceutique

Madame Nathalie MIGAN

Membres du Conseil de Surveillance de l'Agence béninoise de Régulation pharmaceutique

Messieurs

- Julien Gaudence M. DJEGO

- Medessou Yowel Habib GANFON.

Fait à Cotonou, le 21 septembre 2022,

Le Secrétaire Général du Gouvernement,  
Edouard OUIN-OURO.



## BIODEV 2030 au Bénin

### L'ONG Eco-Bénin et l'UICN en croisade contre l'érosion de la biodiversité

L'ONG Eco-Bénin en collaboration avec l'Union Internationale pour la Conservation de la nature (UICN) a organisé ce mercredi 21 septembre 2022 à Cotonou un atelier de restitution et de mise en discussion des résultats de l'étude sur les scénarios d'engagement et stratégies de mobilisation des acteurs des secteurs agricoles (coton et cultures vivrières) et exploitation forestière (bois d'œuvre et sylviculture) pour la conservation de la biodiversité au Bénin. C'est la directrice de cabinet du ministère du cadre de vie et du développement durable ADANBIOKOU AKAKPO Jeanne qui a procédé à l'ouverture officielle des travaux.



● Le présidium à l'ouverture

#### ● Falco VIGNON

Cet atelier s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du projet de facilitation d'engagement pour la biodiversité (BIODEV2030) et prend en compte les secteurs agricoles (coton et cultures vivrières) l'exploitation forestière (bois d'œuvre et sylviculture). Il vise la restitution des résultats de l'étude conduite par les consultants pour les cinq sous-secteurs : les pressions sur la biodiversité associée et les options ou scénarios possibles visant la réduction des pressions, la cartographie des acteurs ainsi que leur interactif, les facteurs et pratiques externes et internes mis en œuvre dans chacun des cinq filières et les entreprises qui sont favorables à l'engagement pour la réduction des pressions et la restauration des habitats, les facteurs et pratiques qui sont défavorables à l'engagement volontaire des acteurs pour la biodiversité et les me-

sures nécessaires pour les atténuer, les scénarios possibles d'engagement avec les objectifs quantifiés de réduction des pressions dans chaque sous-secteur en 2030, les stratégies de mobilisation des parties prenantes pour la phase de dialogue et puis mettre en discussion ces résultats et favoriser l'expression de suggestions idoines pour enrichir les propositions des consultants. Au cours de deux jours que dureront les travaux de cet atelier, l'UICN et ses consultants présenteront le contenu du rapport et recueilleront par la suite les différents amendements qui seront faits par les participants. Selon le représentant du directeur exécutif de l'ONG Eco-Bénin Gautier Amoussou, cet atelier est le fruit d'un long processus engagé depuis 2021. « Pendant longtemps la conservation de la biodiversité a été l'affaire des ONG et du secteur public. Il faut que le secteur privé aussi paie le prix des ressources dont il bénéficie de

la part de la biodiversité », a-t-il précisé. « Le secteur privé dépend réellement des ressources de la biodiversité, il faut qu'il s'engage dans la protection de la biodiversité et c'est ce que le projet vient corriger », poursuit-il. Le représentant du directeur des eaux, chasse et forêts AZANKPAN Dossou Justin a indiqué que le monde s'expose à une catastrophe si tout le monde ne prend pas sur lui la responsabilité de la protection de la biodiversité. « Si rien n'est fait, cette situation risque de porter des préjudices pour la vie sur terre », a-t-il martelé. La directrice de cabinet du ministère du cadre de vie et du développement durable madame ADANBIOKOU AKAKPO Jeanne dans son discours d'ouverture des travaux a rappelé à tous les participants l'importance de la biodiversité. Selon elle, il n'y a pas de vie sur la terre sans la biodiversité. « Plus grande est la biodiversité, plus elle augmente notre stabilité et adaptation face aux modifications des conditions environnementales », a-t-elle souligné. A la fin des travaux, l'UICN disposera des éléments nécessaires pour les scénarios d'engagement possibles pour les acteurs de chaque filière et des stratégies de mobilisation des acteurs clé. Ce qui permettra d'enclencher l'étape suivante qui est la discussion et négociation pour un engagement volontaire des acteurs de chacune des filières.



● Photo de Famille

## 132<sup>ème</sup> Conseil d'Administration de la BOAD

### 10 projets, nouveaux engagements de 349,5 milliards FCFA

Le Conseil d'Administration de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) a tenu le mardi 20 septembre 2022 à Cotonou, sa 132<sup>ème</sup> session ordinaire. C'est sous la houlette du Président du Conseil d'Administration, Président de la BOAD, Serge EKUE. Plusieurs engagements ont été pris à l'occasion pour un montant total de 349,5 milliards FCFA.



● Président de la BOAD, Serge EKUE

#### ● Bidossessi WANOU

Approbation du procès-verbal de la 131<sup>ème</sup> réunion, du conseil d'administration, approbation du projet de renforcement des fonds propres de la BOAD avec augmentation de capital de l'ordre de 900 millions de Dollars US et une émission de titres hybrides à hauteur de 600 millions de dollars US puis approbation de la note de présentation des comptes intermédiaires de la BOAD au 30 juin 2022, et l'état de recouvrement des créances sur prêts de la BOAD au 31 août 2022. Ce sont là, les principales décisions issues des assises du Conseil d'administration de la Banque Ouest Africaine de Développement, la 132<sup>ème</sup> du genre. C'était également l'occasion pour les administrateurs de se prononcer sur un programme d'urgence et d'approuver dix (10) nouvelles propositions de financement de projets pour un montant global de 349,5 milliards FCFA en faveur des Etats membres. A la sortie de cette session, le total des engagements (toutes opérations confondues) de la BOAD depuis le démarrage de ses activités opérationnelles en 1976 a atteint à 7 067,6 milliards FCFA. Les dix projets ciblés par la banque et qui bénéficieront de prêts ainsi approuvés par le Conseil d'administration de la BOAD à cette session sont : implantation et l'exploitation d'une unité intégrée de transformation de coton par la Société des Textiles du Bénin (STB) dans la zone industrielle de Glo-Djigbé au Bénin pour un montant de 10 milliards FCFA ; mise en place d'un mécanisme d'as-

surance récolte indicielle en République de Côte d'Ivoire à hauteur de 10 milliards FCFA, construction de la section Mékhé-Ndande de l'autoroute Dakar-Tivaouane-Saint Louis, en République du Sénégal, une opération de 15 milliards FCFA ; mise en place de la plateforme unifiée et ouverte de la Vidéo-Protection Urbaine (VPU) dans six (6) villes secondaires et six (6) principaux stades en République de Côte d'Ivoire en vue du renforcement de la sécurité en milieu urbain à travers le déploiement d'un système numérique automatisé et unifié basé sur la vidéo-surveillance pour la somme de 15 milliards FCFA ; 30 milliards FCFA pour la transformation du quai SOCOPO en appontement pétrolier par la Société PETROCI en République de Côte d'Ivoire afin de garantir l'approvisionnement de la Côte d'Ivoire en produits pétroliers et principalement en gaz butane et d'assurer la sécurité des navires ; modernisation et Extension des Réseaux de la SBEE (ProMER) en République du Bénin pour un accord de prêt de 27 milliards FCFA ; garantie partielle d'une facilité à court terme octroyée par la Banque Atlantique Côte d'Ivoire (BACI) à la Compagnie Ivoirienne d'Electricité (CIE). Cette garantie permettra le financement à court terme des besoins de trésorerie de la CIE, pour lui permettre de régler dans les délais les factures des producteurs indépendants d'électricité (IPP) et des fournisseurs de gaz natu-

rel pour un accompagnement de 10 milliards FCFA ; Construction et équipement de l'Université Virtuelle du Burkina Faso, une opération qui porte sur 7,5 milliards FCFA ; mise en place d'une ligne de refinancement en faveur de la Banque de l'Union Côte d'Ivoire (BDU CI), dans le cadre du programme de relance des activités des entreprises de l'UEMOA impactées par la crise sanitaire liée à la Covid-19 qui vise à apporter au secteur privé notamment aux Micro, Petites et Moyennes Entreprises (MPME), un financement adapté à leurs différents besoins de liquidité inhérentes à la crise de la COVID 19, de relance des activités à court terme et, d'investissement productifs de renforcement ou d'optimisation d'outils de production à moyen terme pour une valeur de 10 milliards FCFA et enfin, mise en place d'une ligne à court terme en faveur de BGFIBANK Côte d'Ivoire (BGFIBANK CI), pour le refinancement partiel de la campagne de cacao 2022-2023 en Côte d'Ivoire. Cela servira à financer la collecte de 28 000 tonnes de cacao destinées à l'exportation et à la transformation locale et a bénéficié de 15 milliards FCFA de la BOAD. Dans un contexte de crises successives, les MPME ont bénéficié d'une attention particulière. A leur profit, il a été entériné la mise en place d'une quatrième ligne de crédit de la KfW en faveur de la BOAD destinée au financement des Micros, Petites et Moyennes Entreprises (MPME) à hauteur de 65,595 milliards FCFA. Par ailleurs, le Conseil d'administration a autorisé un troisième réaménagement des conditions du prêt de la BOAD pour le financement partiel du projet de création d'un réseau de télécommunications par la Société Alpha Télécommunication Mali SA (ATEL MALI SA) en République du Mali ; et procédé au réaménagement des conditions du prêt de la BOAD pour le financement partiel du projet de construction d'un hôtel d'affaires quatre Etoiles à Abidjan, en Côte d'Ivoire.





# DESCRIPTIONS TECHNIQUES

## ENOC Protec 4T Premium 20W-50

<b>TYPE DE MOTEUR</b>	Lubrifiants pour Moteur à deux roues
<b>CATEGORIES</b>	Huile à Moteur
<b>CARACTERISTIQUES</b>	<p><b>SAE 20W-50 API SL</b>, un lubrifiant adapté pour les motos à deux roues. il offre essentiellement 05 avantages que sont: Refroidit votre moteur, permet d'éviter le platelage de votre moto, permet au moteur de fonctionner à un bon régime et donc réduit la consommation en carburant, nettoie le moteur grâce à son additif détergent, et vous offre 1000 à 1500 km avant la prochaine vidange.</p>
<b>PRIX EN F CFA</b>	1L : 3 000

Service clients : (Appel et WhatsApp) +229 97 50 27 23 | JNP BENIN

